

du **21 JAN 2015** portant
organisation de la Direction de la Législation
et déterminant les attributions des responsables

LE MINISTRE DES FINANCES

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu la loi n° 2012-09 du 26 mars 2012, portant loi organique relative aux lois des finances ;
- Vu la loi n°2011-20 du 8 août 2011 déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;
- Vu la loi 2011-21 du 08 août 2011, déterminant la classification des Emplois Supérieurs de l'Etat et fixant les conditions de nomination de leurs titulaires, modifiée par la loi n°2012-023 du 17 avril 2012 ;
- Vu le décret n°2011-001/PRN du 07 avril 2011, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 2013-327/PRN du 13 août 2013, portant nomination des membres du Gouvernement et ses textes modificatifs subséquents ;
- Vu le décret n°2013-424/PRN du 08 octobre 2013, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ;
- Vu le décret n° 2013-427/PM du 09 octobre 2013 précisant les attributions des membres du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2013-560/PM du 19 septembre 2013 ;
- Vu le décret n°2003-080/PRN/PM du 04 avril 2003 portant création des Directions de la Législation au sein des Ministère et fixant les attributions de leurs titulaires.
- Vu le décret n° 2011-526/PRN/MFP/T du 26 octobre 2011, portant modalités d'organisation des services centraux des Ministères et de détermination des attributions de leurs responsables ;
- Vu le décret n°2013-500/PRN/MF du 04 décembre 2013, portant organisation du Ministère des Finances, modifié et complété par le décret n° 2014-069 du 12 février 2014 ;

Sur proposition du Directeur de la Législation.

ARRETE:

Article 1^{er} : le présent arrêté détermine l'organisation de la Direction de la Législation et fixe les attributions des responsables.

CHAPITRE PREMIER: DE L'ORGANISATION

Article 2: la Direction de la Législation est organisée ainsi qu'il suit et comprend :

- Le secrétariat de la Direction ;
- La Division des Etudes Juridiques et du contentieux;
- La Division des Textes Législatifs et Réglementaires ;
- La Division du Suivi de la Réglementation et des Conventions Internationales.

Article 3 : la Direction de la Législation (DL) est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances.

Il est mis fin à ses fonctions dans la même forme.

Article 4 : les Divisions sont dirigées par des Chefs de Division nommés par arrêté du Ministre des Finances sur proposition du Directeur de la Législation (DL).

Il est mis fin à leurs fonctions dans la même forme.

Article 5 : le secrétariat de la direction est animé par un secrétaire de direction nommé par décision du Secrétaire Général sur proposition du Directeur de la Législation.

Il est mis à ses fonctions dans la même forme.

CHAPITRE II : DES ATTRIBUTIONS DES DIFFERENTS RESPONSABLES

Article 8 : le Directeur de la Législation est responsable de sa direction devant le Secrétaire Général. Il dresse un rapport annuel des activités de sa direction. A ce titre, il est chargé de :

- la préparation des avant-projets de textes à caractère législatif et réglementaire en relation avec les directions ou services initiateurs et le Secrétariat Général du Gouvernement ;
- siéger aux réunions de cabinet du ministère et assister au besoin le Ministre au Conseil de Cabinet pour l'examen et l'adoption de textes relevant du ministère ;
- la vérification de la légalité des projets de textes avant leur transmission au Secrétariat Général du Gouvernement ;
- veiller à la conformité des actes et décisions avec les textes en vigueur ;
- veiller à l'établissement et à la mise à jour d'un répertoire méthodique des lois et règlements en matière financière ;
- vérifier la qualité juridique et rédactionnelle et l'harmonisation des avant-projets de textes qui lui sont soumis ;

- collaborer et participer à toute étude de transposition du droit communautaire dans le droit positif nigérien ;
- représenter le ministère dans les instances de l'OHADA et dans les autres institutions ayant vocation juridique ;
- veiller à l'application des textes législatifs de réglementaires ;
- fournir des avis juridiques ;
- examiner les dossiers du contentieux impliquant le Ministère des Finances en relation avec les services techniques concernés ;
- s'auto saisir sur toute question de droit relatif au bon fonctionnement des services du ministère ;
- réaliser des études et assurer le suivi et l'évaluation de la législation, de la réglementation et des conventions dans le domaine financier.

Article 9: le Directeur de la Législation est le répondant de la Direction de la Législation du Secrétariat Général du Gouvernement au sein du Ministère des Finances. A ce titre, il a le siège permanent au COTEVET pour le compte du Ministère des Finances.

En tant que de besoin, il participe au sein des comités, conseils ou toute institution chargée de l'élaboration des projets de textes impliquant le Ministère des Finances.

Article 10 : sous la tutelle du Directeur de la Législation, le secrétaire de direction peut être assisté d'un agent de saisie.

A ce titre il est chargé de :

- la réception, l'enregistrement et le traitement du courrier arrivée et départ ;
- l'archivage et classement des dossiers ;
- l'organisation des audiences du Directeur ;
- la gestion des fournitures et matériels de fonctionnement.

Article 11: le Chef de la Division des Etudes Juridiques et du contentieux est sous l'autorité du Directeur de la Législation. A ce titre, il est chargé de :

- l'examen et avis sur des dossiers disciplinaires des agents du ministère dont il est saisi ;
- fournir des avis juridiques sur tous dossiers de recours adressés au Ministre des Finances ;
- assister le SGG sur les dossiers des contentieux relevant du domaine d'attributions du Ministre des Finances ;
- saisir le SGG pour la transmission et la défense des dossiers devant les juridictions compétentes ;
- l'examen et avis juridiques de toute décision de justice pouvant intéresser le Ministère des Finances ;
- l'entretien des relations fonctionnelles avec le SGG pour le recouvrement des créances de l'Etat en vue du respect de la réglementation financière (nationale et communautaire).

Article 12 : le Chef de la Division des Textes Legislatifs et Règlementaires est sous l'autorité du Directeur de la Législation. A ce titre, il est chargé de :

- élaborer et préparer les avants projets de textes à caractères législatif et réglementaire en relation avec les services initiateurs ;
- assurer la conservation des documents préparatoires élaborés dans ce cadre ;
- veiller à la conformité des actes et décisions avec les textes en vigueur ;
- vérifier au préalable la légalité des projets de textes avant leur soumission pour signature au Ministre ou transmission au SGG ;
- veiller à la qualité rédactionnelle et juridique des projets de textes ;
- faire périodiquement au Ministre un rapport sur le suivi des textes introduits dans le circuit d'adoption ;
- veiller à l'application de la législation et de la réglementation en vigueur ;
- saisir les autorités du ministère sur toute question de droit relatif au bon fonctionnement des services du ministère ;
- en tant que de besoin, il participe au sein des comités interministériels à l'élaboration des projets de textes internes impliquant le ministère des Finances.

Article 13 : le Chef de la Division du Suivi de la Réglementation et des Conventions Internationales est sous l'autorité du Directeur de la Législation. A ce titre, il est chargé de :

- donner des avis juridiques sur tous les dossiers de conventions internationales, contrats ou programmes dont il est saisi ;
- veiller à la conformité et à l'harmonie des conventions internationales, des contrats et des programmes avec la législation et la réglementation financière ;
- centraliser et faire la synthèse des dossiers d'exonérations relatifs aux avantages accordés par les textes internes ;
- participer à des reformes dans le sens de l'amélioration de la réglementation financière ;
- Il peut participer au sein des comités interministériels à l'élaboration des projets de conventions internationales, contrats et programmes impliquant le ministère des Finances ;
- faire périodiquement l'analyse de l'incidence budgétaire des avantages fiscaux accordés par les conventions, contrats et programmes aux entreprises en relation avec les directions techniques concernées.

CHAPITRE III : DISPOSITION FINALE

Article 14 le Secrétaire Général du Ministère des Finances et le Directeur de la Législation sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

GILLES BAILLET

AMPLIATIONS :

MF/CAB1
MDB/CAB.....1
MF/DIRCAB.....1
MF/SG.....1
MF/Toutes Directions Générales.....1
MF/Toutes Directions et Services Rattachés.....1
Archives.....1
J.O.R.N.....1